Table des matières

AVANT-PROPOS 15

PRÉFACE
«Je me souviens», par Jean-Claude Rondeau 17

CHAPITRE 1
L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE, DE 1961 À 1969 21

«Doctrine» de l'Office de la langue française 22

Champs d'action 28
Administration 28
Enseignement 33
Autres champs d'action 38
Étiquetage des produits 39
Raisons sociales, affichage public et publicité 40

Moyens d'action 41
Enquêtes, recherches et travaux «académiques» 42
Travaux de terminologie 45
Diffusion des travaux de terminologie 48
Publications 48
Correction-consultation 49
Coopération franco-québécoise et établissement de relations avec des organismes de pays francophones 50
Missions de travailleurs 53
Animation linguistique au sein des collectivités régionales 55

CHAPITRE 2
LE PROJET DE LOI 85 ET LA LOI POUR PROMOUVOIR LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC 59

Projet de loi 85 59

Loi pour promouvoir la langue française au Québec (1969) 60

CHAPITRE 3
L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE,
DE DÉCEMBRE 1969 À FÉVRIER 1971 73

Survol rapide 73

«Français, langue de travail» 75
Avant le 29 avril 1970 75
Après le 29 avril 1970 78
Rencontre du premier ministre et des dirigeants des grandes entreprises le 29 juin 1970 81
Entre le 29 juin et le 29 septembre 1970 82
Réunion du 29 septembre 1970 avec les directeurs du personnel et les directeurs des relations publiques 86
Après la réunion du 29 septembre 1970 87
Réunions sectorielles 90
«Opération motivation-sensibilisation» 91
Comité ministériel sur le «français, langue de travail» et sous-comité interministériel des fonctionnaires sur la politique linguistique 92
Travaux de terminologie 96
Opération Aigle d'or 98
Projet d'animation 106
Politique linguistique de l'Aigle d'or 107
Coût de l'opération Aigle d'or 108
Commissaire aux langues pour le Québec 109
Coopération franco-québécoise 113
Missions de travailleurs 115

Activités de l'Office non reliées au programme «français, langue de travail» 116
Langue de l'État 117
Directive administrative concernant la langue française 118
Enseignement et manuels scolaires 119
Étiquetage des produits 119
Animation linguistique au sein des collectivités régionales 122
Publicité 123

CHAPITRE 4
L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE,
DE MARS 1971 À NOVEMBRE 1974 125

Francisation des entreprises 125
Mon mandat: réorganiser l'Office et faire du français la «langue de travail» au Québec 125
Personnel de l'Office: linguistes et animateurs 126
Un besoin criant: des conseillers en organisation des entreprises 127
Centre d'organisation scientifique de l'entreprise (COSE) 127
Filière de la fonction publique 128
Du côté de la commission Gendron 129
Sidérurgie du Québec (SIDBEC-DOSCO) 129
Canadien National 130
«Plan d'organisation» et recrutement 130

Ultimatum du ministre François Cloutier 132
Équipe provisoire d'intervention dans les entreprises et expériences-pilotes de francisation 133
Une entreprise dit non 136
Un cas d'hypocrisie crasse 137
Nouveaux locaux de l'Office à Montréal 139
Conférence de presse du ministre Cloutier 143
Perfidie du journal *The Gazette* 145
Travaux de l'équipe provisoire 146
Grille d'analyse des communications 148
Brochures sur l'implantation du français dans l'entreprise 149
Analyse de la situation 150
Programme d'action 151
Service de traduction 151
Enseignement du français 151
Coordination des ressources terminologiques 152
Politique d'enseignement du français 154
Diagramme de cheminement des opérations pour la phase «analyse» 157
Démembrement de l'équipe provisoire 164
Place du français et de l'anglais 165
Mission en Europe 167
Rapports de l'Office aux entreprises volontaires 173
Compagnie générale électrique du Canada ltée (CGE), (usine de Québec) 174
Raffinerie BP de Ville d'Anjou 177
Banque royale du Canada 182
Autres entreprises 183
Définition de la notion de français, langue du travail 185
Bilan de l'action de l'Office dans les entreprises 188
Entre les expériences-pilotes et l'Opération 500 195
Opération 500 196
Toile de fond au début de 1973 197
Nouvelle structure envisagée pour l'Office 199
Préparatifs au début de 1973 202
Guide général d'implantation du français dans l'entreprise 205
Préparatifs au cours de l'été et de l'automne 1973 211
Revirement 214
Étude sur la traduction subventionnée 221
Étude sur le coût de la francisation d'une entreprise 223
Étude sur la francisation de l'affichage public 225
Autres études 226
Programme TIPE (traitement de l'information en provenance des entreprises) 227
Abandon de l'Opération 500 230
Deux journalistes m'interrogent 231
Francisation des entreprises selon les lois 22 et 101 et leurs règlements 234
Juste avant la mise en place de la Régie de la langue française . . 236
Sous-comité interministériel des fonctionnaires sur la politique linguistique 237
Terminologie 241

Banque de terminologie 242
Origines de la banque de terminologie de l'Université de Montréal (BTM) 243
Entente entre le ministère des Affaires culturelles et l'Université de Montréal 243
Office et BTM au début de mars 1971 245
Revirement de l'Office et du ministère des Affaires culturelles 246
Contacts préliminaires entre l'Office et la BTM 249
Intervention du ministère de l'Éducation 249
Points faibles de l'Office 250
Actions correctrices 251
Recrutement d'un directeur du Service de linguistique 251
Coordination de la recherche linguistique au Québec 252
Tournée des grands centres européens de terminologie 253
Séance de négociation entre l'Office et la BTM le 7 décembre 1971 257
Contre-proposition de la BTM 258
Entre le 7 décembre 1971 et l'intégration de l'Office au ministère de l'Éducation, le 2 février 1972 261
Intervention du sous-ministre de l'Éducation 262
Nouvelle séance de négociation le 6 juillet 1972 265
Enlisement des négociations 266
Colloque international de terminologie à Baie-Saint-Paul 269
Intervention du ministre François Cloutier 270
Programme de recherches universitaires 271
Colloque international de terminologie au lac Delage . 273
Un million de termes 273
Création officielle de la banque de terminologie de l'Office 274
Difficultés administratives 275
Situation à la fin de 1974 276
Francisation du matériel et des logiciels IBM de la banque de terminologie 278
Situation de la Banque de terminologie du Québec à la fin de 1990 280
Représentation de l'Office à Paris 282
Première expérience 282
Création de commissions ministérielles de terminologie en France 283
Projets de concertation franco-québécoise 284
Négociation du statut d'un représentant de l'Office à Paris 287
Nomination d'un représentant 289
Évolution de la situation après 1974 290
Mise en place d'un réseau panfrancophone de création de néologismes 290
Comité d'étude des termes techniques français 291

Conseil international de la langue française (CILF) . . . 291
Comité international de terminologie scientifique et technique (CITEST) 291
Activité intense au début de l'année 1973 293
Articulation du réseau éventuel 294
Projets de recherches sur le phénomène néologique . . 296
Cahiers de l'Office intitulés *Néologie en marche* 297
Blocage en France 299
Nouvelle offensive de l'Office 300
Colloque international sur l'aménagement de la néologie 303
Création officielle du réseau 304
Office et grands dictionnaires français 305
Situation du réseau à la fin de 1990 306
Terminologie et implantation du français 307
Qualité de la langue et implantation du français 311
Commission consultative 319
Lexiques 320
Jeux olympiques de Montréal (1976) 323
Effectif du Service de linguistique 326
Grande production terminologique 326
Concertation entre l'Office et le monde du travail et des entreprises au Québec 327
Lexiques préparés par des experts 331
Mini-lexiques préparés par des étudiants 331
Un partenaire spécial: le gouvernement fédéral 332
Lexiques «personnalisés» 333
Opération Aigle d'or 334
Commissaire aux langues 337
Coopération franco-québécoise 341
Coopération franco-québécoise et implantation du français comme langue du travail au Québec 342
Missions terminologiques 350
Missions de travailleurs 355
Participation de l'Office aux stages pour jeunes travailleurs de l'Office franco-québécois pour la jeunesse 355
Missions de cadres 356
Accords Bourassa-Chirac 358

Activités de l'Office non reliées à la francisation des entreprises . . 362
Langue de l'État 362
Lois et règlements 362
Contrats gouvernementaux 371
Politique d'achat du gouvernement 374
Enseignement et manuels scolaires 376
Francisation de l'enseignement professionnel 378
Le secondaire 379
Expérience-pilote à l'École des métiers de Montréal . . 380
Les cégeps 381
Structure proposée pour la francisation de l'enseignement professionnel 382

Francisation de l'enseignement technique et professionnel au Québec dans la perspective de la coopération franco-québécoise 383
Étiquetage des produits 394
Animation linguistique au sein des collectivités régionales 400
Raisons sociales 403
Publicité 411
Programme d'enseignement 413
Code de déontologie 414
Affichage public 416
Panneau-réclame 419
Enseigne lumineuse 420
Enseigne non lumineuse 420
Affiche reproduite par sérigraphie 421
Affichette préfabriquée 421
Plaque gravée 422

ANNEXES 427

Liste des annexes

1. Les 23 projets présentés par l'Office en mars 1970 au Conseil de la trésorerie 429
2. Questionnaire d'analyse pour l'implantation du français, langue de travail 431
   Section I - Situation du français dans l'entreprise 432
   Section II - Cours de français, langue seconde 433
   Section III - Les besoins de votre entreprise 434
3. Questionnaire d'analyse pour l'implantation du français, langue de travail 436
   Section IV - Traduction de documents et formulaires 437
4. Lettre d'André Patry au ministre François Cloutier 441
5. Politique linguistique de l'Aigle d'or 442
6. Directive administrative concernant la langue française 444
7. Affichage proposé au 555 du boulevard Dorchester 445
8. Grille d'évaluation des exigences linguistiques 446
9. Grille d'analyse linguistique des communications 447
10. Grille d'analyse linguistique des communications 448
11. Échelle d'évaluation linguistique 449
12. Réseaux de communications 452
13. Les communications externe 454
    — les communications internes 455
14. Implantation du français dans le milieu du travail
    Phase I — Analyse générale d'une situation
    Diagramme de cheminement des opérations 457
15. Nomenclature analytique des documents 458
16. Analyse quantitative des formules 459
17. Mission en Europe du 10 au 24 mars 1972
    Entreprises visitées 460
18. Liste des 13 entreprises qui se sont engagées dans des expériences-pilotes de francisation 460
19. Écart entre la situation actuelle et la situation possible 461

20. Enquête sur l'état des travaux dans les entreprises 462
21. Organigramme proposé pour l'Office 464
22. Trousse d'autofrancisation des entreprises
Liste des documents 465
23. Le français dans l'entreprise, *Diagramme général d'implantation* . . 466
24. Liste des 104 facteurs définissant la situation linguistique
d'une entreprise 467
25. Liste des 8 thèmes permettant de regrouper les 104 facteurs . . . 469
26. Protocole d'entente entre le Ministère des Affaires culturelles
du Québec et l'Université de Montréal relatif à l'Office
de la langue française du Québec d'une part et la Banque
de terminologie de l'Université de Montréal de l'autre part . . . 470
27. Tournée des grands centres européens de terminologie
Automne 1971
Liste des organismes 472
28. Extrait du rapport FANTUS 473
29. Essais infructueux de la Commission de protection
de la langue française pour se procurer un ordinateur
et des logiciels «conformes» 474
30. Coopération franco-québécoise
La francisation de l'enseignement technique
Devis 475
31. Étiquetage des produits
Liste des groupements à qui l'Office a expédié un document
relatif à un mode de collaboration 477